

Questions orales

LES TRANSPORTS AÉRIENS

L'ATTRIBUTION DE LA LIGNE DE MILAN—DEMANDE
D'EXPLICATION

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question au ministre des Transports. Il y a quelques semaines, je lui ai posé une question à la Chambre—savoir si on avait pris la décision d'attribuer les vols à destination de Milan à Air Canada. Le ministre peut-il nous dire quelle est la position actuelle?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Exactement la même qu'il y a deux ans...

Des voix: Oh, oh!

M. Marchand (Langelier): ... qu'il y a deux semaines.

Une voix: Vous aviez raison la première fois!

M. Diefenbaker: Je me rends compte que la position du ministre illustre bien ce qu'est l'inertie en toutes circonstances, mais voilà bien la première fois qu'il l'admet en public. Pourquoi retarde-t-on la décision? Pourquoi n'en prend-on pas? Est-ce un fait que suite à la déconvenue des employés d'Air Canada, qui croient que le gouvernement agit injustement à leur égard, le président d'Air Canada, M. Pratte, a menacé de donner sa démission à moins que cette liaison ne soit accordée à sa société?

M. Marchand (Langelier): Non, monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant que M. Pratte ait menacé de donner sa démission. L'intérêt de M. Pratte est, je pense, d'avoir la meilleure ligne aérienne possible dans les circonstances.

M. Diefenbaker: N'est-ce pas aussi l'intérêt du ministre?

M. Marchand (Langelier): Je partage ses objectifs dans ce domaine. Nous pensons avoir de bonnes raisons pour ne pas attribuer la liaison avec Milan en ce moment parce que nous tenons à avoir une politique d'ensemble et que la ligne de Milan sera incluse dans cette politique qui sera publiée, j'espère, dans quelques semaines.

* * *

● (1140)

LES FINANCES

LES PRÊTS AVALISÉS PAR LE GOUVERNEMENT—
DEMANDE DE DIRECTIVES MINISTÉRIELLES AUX
BANQUES POUR L'AFFECTATION DE FONDS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Finances une question qui est supplémentaire à celle qu'a posée le député de Yorkton-Melville. Étant donné que les petits hommes d'affaires, les pêcheurs et les agriculteurs ne peuvent obtenir de prêts garantis par le gouvernement à quelque taux d'intérêt que ce soit, le ministre pourrait-il donner des instructions spéciales aux banques au sujet de l'attribution de fonds à ce secteur de l'économie, et également réprimander le président de l'Association des Banquiers canadiens d'avoir menacé de ne plus accorder de prêts car ils ne peuvent pas obtenir un taux d'intérêt plus élevé?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai signalé à la Chambre il y a une dizaine de jours que le gouvernement procédait activement à une

[M. Gray.]

évaluation de la situation, et j'espère que nous pourrions résoudre ce problème d'ici la semaine prochaine.

* * *

LES DROITS DE L'HOMME

LES AGISSEMENTS DE CERTAINES SOCIÉTÉS MINIÈRES À
L'ENDROIT DU PROFESSEUR KIERANS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre suppléant? Sachant que le gouvernement appuie fermement les idéaux de la liberté intellectuelle et de la liberté d'enseignement, j'aimerais demander au premier ministre suppléant si le gouvernement a entendu parler de la campagne que mènent certaines sociétés minières visant à mettre en cause l'intégrité et l'honnêteté du professeur Kierans de l'université McGill, campagne qui reflète de toute évidence le désir de l'industrie minière d'influencer la liberté d'enseignement. Dans ce cas, le gouvernement envisage-t-il de faire une déclaration à ce sujet, compte tenu des dispositions de la déclaration des droits qui prévoit la liberté universitaire?

L'hon. C. M. Drury (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, la seule réponse est peut-être que lorsque des universitaires s'occupent de politique et font preuve d'esprit de parti, ils peuvent s'attendre à certaines réactions.

Des voix: Oh, oh!

M. Howard: Il est facile de voir de quel côté vont vos préférences, Bud. Puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Expansion économique régionale? Étant donné que cette attaque injustifiée contre le professeur Kierans provient de personnes comme John Porteous, président de la Chibougamau Mining and Smelting Co., et Alfred Parvis, président de la Noranda Mines, et que cette dernière et sa filiale, la Gaspé Copper...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député voudrait-il poser sa question maintenant?

M. Howard: Monsieur l'Orateur, par une heureuse coïncidence, j'allais justement le faire. Le ministre nous dirait-il s'il est disposé à examiner le programme de subventions aux termes duquel ces deux sociétés ont reçu six millions de dollars pour voir si une partie de ces fonds est utilisée pour calomnier un particulier?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

* * *

AIR CANADA

LES GRÈVES TOURNANTES DES MÉCANICIENS—LES
NÉGOCIATIONS—LES MESURES ENVISAGÉES EN CAS
D'ARRÊT DES SERVICES

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. D'après les derniers rapports, il y a eu 11 annulations à l'aéroport international de Toronto et on prévoit qu'il y en aura d'autres aujourd'hui. Comme le médiateur nommé récemment essaie de déterminer la souplesse des parties à la négociation, le ministre nous dirait-il si elles font vraiment preuve de souplesse et si on peut espérer voir régler cette grève sous peu?